

Déclaration du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire

A bas l'intervention impérialiste française au Mali !

**Hors du Mali (du Tchad, de Centrafrique)
les troupes françaises !**

**A bas l'union nationale constituée en défense de l'impérialisme
français !**

Depuis plusieurs jours, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel intervient militairement au Mali à la fois au sol et par le biais de bombardements aériens sur Gao, Kital et d'autres villes du Nord. L'Etat-major a décidé de « ne pas communiquer » sur d'éventuelles victimes civiles de ces bombardements.

Ce que les journaux de la bourgeoisie française dissimulent, d'autres n'ont pas les mêmes raisons de le cacher comme le journal italien *La Repubblica* : « *L'urgence a poussé Paris à intervenir immédiatement seul (ou quasi). Est en jeu son rang historique dans le "domaine réservé" colonial, entre Maghreb, Sahara et Sahel. Mais c'est aussi l'accès aux ressources énergétiques (uranium, gaz, pétrole) dont l'ex-empire africain est bien pourvu et dans l'exploitation desquelles sont engagés les colosses de l'industrie française, Areva en tête. (...)* »

Notons-le : l'intervention militaire au Mali a immédiatement bénéficié du soutien de la quasi-totalité des partis, des partis bourgeois au PS, au PCF et au Parti de Gauche. Ces deux derniers ont modulé leur soutien du regret que l'intervention n'a pas eu officiellement le soutien exprès de l'ONU, et de la demande d'une « solution politique » comme l'indique cette déclaration du PCF :

« *Cette intervention militaire n'efface pas la nécessité de la recherche d'une solution politique et d'un dialogue avec les groupes de la rébellion non liés au terrorisme et respectueux de l'intégrité territoriale du Mali.* ». Mélenchon est sur la même orientation qui, sur le fond, approuve l'intervention.

Ainsi s'est constituée une véritable « union nationale » allant de Marine Le Pen au PCF, incluant le PS et toutes les composantes de l'UMP.

Le ministre Fabius a osé dire que le seul but de l'intervention était d'empêcher que le Mali ne tombe aux mains des « terroristes », des « islamistes ». Qui peut le croire quand on sait :

- Qu'il y a quelques jours, dans l'espoir pour l'impérialisme français de trouver une petite place en Afghanistan, le même gouvernement déroulait à Chantilly le tapis rouge pour une « conférence » sur l'avenir du pays où la quasi-intégralité des groupes talibans étaient représentés.
- Que ce même gouvernement soutient ouvertement des gouvernements islamistes en Tunisie, en Libye, en Egypte qui ont à leur programme non seulement la liquidation de tout droit pour la classe ouvrière de s'organiser (droit de grève, droit syndical), mais aussi le retour à la charia et à une condition moyenâgeuse pour les femmes.
- Et à ceux qui veulent nous faire croire à la fable de l'intervention « en défense de la démocratie », rappelons que le « gouvernement légal » malien est le produit d'un coup d'état militaire intervenu il y a à peine 9 mois, et que dans le même temps où les troupes françaises interviennent au Mali, 600 soldats français volent au secours du tyran Bozizé en Centrafrique.

Ainsi, il y a de « bons » islamistes, ceux qui sont compatibles avec les intérêts de l'impérialisme français, et les autres.

Rappelons-le : l'« intégrité territoriale » du Mali n'a pas d'autre origine que celle du découpage du territoire opéré par le colonialisme français dans le cadre de son ancien empire africain.

C'est clair : la seule raison de l'intervention, c'est la défense des intérêts de l'impérialisme français et de ses trusts.

La responsabilité des organisations issues du mouvement ouvrier, partis et syndicats, est **de rompre l'union nationale derrière le gouvernement et de se prononcer** :

- **Arrêt immédiat de l'intervention de l'impérialisme français au Mali**
- **Retrait des troupes françaises du Mali, de Centrafrique, du Tchad, de la totalité du continent africain**

et d'organiser la mobilisation dans ce but.

Le 14 janvier 2013